

MESSAGE A LA NATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Chers compatriotes,

A la fin de l'année 2002, ainsi qu'au début de l'année en cours, Nous avons eu l'opportunité de vous faire le point sur l'état d'avancement du processus de paix. A la même occasion, Nous vous avons présenté l'évolution des grands sujets de préoccupation comme la mise en application de l'Accord d'Arusha et surtout la signature du cessez-le-feu et sa mise en application.

Aujourd'hui, Nous voudrions revenir sur une autre question de grande importance aussi, celle relative à l'alternance au sommet de l'Etat.

Depuis quelques temps, Nous avons mené des consultations sur cette question avec tous les partenaires politiques, lesquelles consultations ont abouti à des résultats positifs. Le moment est alors venu de vous communiquer nos conclusions.

Dans premier temps, Nous voudrions rappeler que le règlement de la question de l'alternance au sommet de l'Etat est bien prévu dans la Constitution de Transition.

La question a été évoquée quand les Burundais ont échangé des vues sur les institutions de transition.

De surcroît, elle est même contenue dans la Constitution de Transition, en son article 80, comme indiqué précédemment.

Dans notre message à la Nation et aux responsables des institutions en date du 28 février 2003, Nous avons convié les acteurs politiques burundais à discuter de cette question de l'alternance, et de conclure leur débat en ce mois de mars.

Au cours de ce débat qui aura duré quelques jours, il se sera constitué deux groupes. Pour le premier groupe, la question se posait en ces termes : est-il possible d'avoir l'alternance au sommet de l'Etat le 1^{er} mai de cette année ? Qu'en sera-t-il des autres clauses convenues, surtout celle de l'arrêt de la guerre et de la mise en application du cessez-le-feu.

Ce même groupe s'interrogeait pour savoir s'il ne serait pas opportun de reporter cette échéance de l'alternance au sommet de l'Etat, afin de traiter cette question de concert avec les autres sujets de grande préoccupation.

Quant au deuxième groupe, il affirmait le principe de la mise en application de la Constitution de Transition. Le processus de paix étant assez avancé, rien n'empêcherait selon ce groupe que l'alternance au pouvoir ait lieu.

Voilà en clair comment les positions des uns et des autres sur cette question étaient exprimées. Mais comme la concertation s'est déjà inscrite dans nos habitudes de gérer les affaires de l'Etat, Nous ne nous sommes pas dérobé à cette bonne manière pour nous fixer définitivement sur cette question de l'alternance après une large consultation.

Nous-mêmes, Nous nous sommes mis à l'écoute de plusieurs partenaires politiques, les responsables des partis politiques, les membres du Gouvernement et d'autres. Nous avons engagé des consultations avec les responsables des institutions de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat et le Vice-Président de la République. Avec eux, Nous avons analysé en profondeur ce qui adviendrait dans le pays en cas d'alternance comme en cas de non alternance.

Nous avons même prêté une oreille attentive aux partenaires étrangers qui habituellement suivent de près le processus de paix dans notre pays.

La décision convenue en définitive est celle de procéder à l'alternance au sommet de l'Etat à la date prévue, en l'occurrence le 1^{er} mai 2003.

Corollairement à cela, les futurs dirigeants du pays, c'est-à-dire le Président de la République en la personne de l'actuel Vice-Président de la République ainsi que son Vice-Président qui sera désigné conformément au prescrit de la Constitution de Transition, en son article 99, devront prendre des engagements qui rassurent ceux des Burundais qui ont exprimé des inquiétudes et qui ont de sérieuses réserves à l'endroit de l'alternance.

Ces engagements ont été inventoriés, et prises de façon consensuelle. Ils viennent d'être signés devant les témoins, à l'instar de ce qui s'est passé au début de la première moitié de la période de transition.

Il serait impossible de les passer toutes en revue ici. Mais, les principales mesures sont les suivantes :

Premièrement sur le plan politique,

Il est question de terminer les pourparlers politiques qui rassurent tous les Burundais comme par exemple :

- L'adoption la loi qui réprime le crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité ;
- Le respect du contenu de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation en ce qui concerne le partage du pouvoir ;
- La poursuite des démarches relatives à la requête de la Commission d'enquête internationale sur le génocide et d'autres crimes qui ont été commis au Burundi ainsi que celle du Tribunal Pénal International.

Deuxièmement sur le plan de la sécurité, il s'agira de :

- Poursuivre les négociations de la mise en application du cessez-le-feu et garantir au Vice-Président de la République les prérogatives d'apposer sa signature sur les décisions importantes relatives à la sécurité ;
- Soutenir les forces de défense et de sécurité en les dotant de moyens suffisants pour sauvegarder la paix et la sécurité et les augmenter si la guerre dure encore.

Voilà les principaux engagements convenus et qui accompagnent la décision prise de procéder à l'alternance au sommet de l'Etat.

En résumé, ces points constituent la synthèse des consultations qui, des jours durant, ont été organisées sur la question de l'alternance. Au demeurant, Je saisis cette occasion pour remercier officiellement ceux qui y ont pris part pour la sagesse dont ils ont fait montre.

Dans un deuxième temps, Nous voudrions demander à tous les Burundais de soutenir cette décision.

Les consultations menées hier sur cette question de l'alternance ont pris en compte les données de la conjoncture politique actuelle et l'intérêt national. Cette décision qui les sanctionne vient donc augurer une nouvelle étape dans la mise en application de l'Accord de paix.

Nous voudrions aussi ajouter que l'annonce de cette décision ne doit pas être pour les Burundais, une source de division, de peur, de préoccupation ou de désespoir.

Nous demandons plutôt aux Burundais d'être sereins et de la soutenir concrètement, surtout en ce moment où notre pays connaît une situation économique difficile, même s'il espère jouir d'un lendemain meilleur qui s'annonce déjà.

Nous convions les acteurs politiques burundais, toutes les institutions et leurs responsables, à donner un bon exemple dans la promotion de ce comportement.

Aussi demandons-Nous aux Burundais de rester solidaires en cette période, de continuer à se serrer les coudes avec leurs dirigeants et les forces de défense et de sécurité, pour poursuivre la recherche et la sauvegarde de la paix et de la sécurité.

Que personne ne prenne prétexte sur cette décision de l'alternance pour perturber la sécurité dans le pays, pour semer la peur dans la population ou encore moins empêcher aux responsables des différents services d'accomplir normalement leurs devoirs quotidiens.

Dans un troisième temps, et pour conclure, Nous voudrions dire que pour Notre part Nous respecterons cette décision de l'alternance.

Nous le premier, Nous la respecterons et l'expliquerons aux Burundais pour qu'ils comprennent que loin de nuire à certains, cette décision vient marquer une étape très importante dans le processus de paix.

Mon souhait le meilleur, est que cette étape soit porteuse de stabilité et d'espoir pour tous les Burundais. Qu'elle leur épargne les affres de la guerre et son cortège de malheurs. Qu'elle restaure les forces dont les Burundais sont capables pour trouver ensemble, et toujours ensemble, des solutions à tous les problèmes présents et à venir.

Je vous remercie.

Bujumbura, le 28 mars 2003